

L'entreprise face à la criminalité

Avril 2021

Argent sale : la traque

Cybersécurité

Mafia

Conflits sociaux et problèmes sociétaux

Détournements

Argent sale : la traque :

Comment les milliards du crime organisé parviennent-ils à échapper aux contrôles ? C'est la réponse à cette question que le capitaine de police Quentin Mugg nous donne, dans un ouvrage d'un peu plus de 200 pages, intitulé « Argent sale : la traque », aux Éditions Fayard.

Dans ce livre, Quentin Mugg nous décrit le travail, semaine après semaine, mois après mois, du groupe opérationnel antiblanchiment N° 3, qu'il dirigeait à l'OCRGDF, c'est à dire l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière, pour la surveillance des collecteurs de l'argent du trafic de drogue.

Avec des méthodes à l'ancienne, sur le terrain, avec de longues surveillances statiques et des filatures, mais également avec l'aide inestimable des possibilités de l'investigation numérique, le circuit de l'argent sale des trafics est identifié, tracé dans son chemin pour être blanchi et revenir vers les bénéficiaires finaux de ces activités criminelles.

Les collègues des « stups », une fois la marchandise vendue, constatent que les dealers remettent leurs recettes à un groupe de collecteurs de fonds. Ces derniers ne participent pas au trafic proprement dit et ne touchent pas à la drogue. Leur rôle est de ramasser les billets de banque, de les compter et de les remettre à d'autres, mais à qui ? C'est cela que le groupe de l'auteur cherche à découvrir.

Pour l'OCRGDF, dans le jargon de la police, « La Financière », l'idée de départ est de compléter les investigations des Stups par une approche patrimoniale. Ils

s'emploient à cerner la richesse des suspects et à la comparer avec leurs revenus officiels pour voir s'il y a matière à saisir des comptes bancaires, des appartements ou des véhicules, appartenant aux trafiquants. Ces enquêtes ont souvent une dimension internationale.

Le groupe est composé de 6 personnes, tous très unis par les exigences de la tâche. L'auteur nous brosse un tableau des différentes personnalités des policiers qui le compose et nous y apprenons des détails très intéressants sur la police de nos jours. Le travail, qui était réalisé autrefois par les inspecteurs de police, est fait maintenant par des gardiens de la paix, ayant la qualification d'OPJ.

L'auteur précise que ces policiers, ultra compétents et très motivés, mettent parfois la hiérarchie à rude épreuve. Dans le groupe, où les niveaux d'études sont inversement proportionnels aux grades, il est difficile de maintenir la flamme des jeunes recrues en leur proposant des tâches peu qualifiées. Il leur faut des dossiers intéressants, dans lesquels ils s'expriment. Un problème dont le public n'a pas toujours conscience, et ce facteur sociologique est sans doute l'une des raisons qui ont amené l'équipe à défricher des sujets qui, jusque-là, étaient quasi ignorés.

L'auteur nous fait ressentir la complexité des enquêtes téléphoniques qui permettent de suivre en temps réel la localisation et les conversations des voyous, mais qui exigent un travail considérable, qui doit être exercé avec doigté, par de grands professionnels de ces techniques.

Les cibles ne conservent jamais un téléphone plus de trois ou quatre jours et quand ils en changent, il faut recommencer toute l'investigation numérique. Dans un dossier sur lequel ils travaillaient, c'est plus de 1 000 demandes d'identification ou de placement sur écoute qui ont été envoyées aux opérateurs téléphoniques.

Ce qui favorise le travail de ces policiers, c'est une vulnérabilité des voyous. Ils mémorisent les numéros de téléphone, les immatriculations, les visages et les noms, mais ils ne peuvent s'abstenir de tenir un registre des transactions. Ils ont besoin d'une trace, d'une preuve. Ils essaient de se convaincre qu'ils parviendront à le détruire, en cas de danger, mais peu y réussissent et ce sont ces documents que les policiers recherchent, car ils y trouvent toute l'architecture des réseaux.

La méthode du groupe est d'utiliser les moyens classiques de l'analyse financière, mais d'y ajouter les autres méthodes d'enquêtes habituellement utilisées dans les enquêtes criminelles.

Au fil des investigations, l'auteur nous fait découvrir le rôle du « saraf », qui est le personnage clé du blanchiment de l'argent de la drogue. Il sait trouver du cash, qui en a besoin, qui veut s'en débarrasser, comment le transmettre d'un pays à un autre. Il connaît la provenance et la destination de l'argent. Il utilise la méthode de l'« hawala », qui permet de transférer des fonds d'une personne à une autre, sans avoir à les transporter physiquement. Le Saraf est aussi un entremetteur, qui met en relation des univers très différents.

Et c'est en étudiant le travail du « saraf » que le policier va répondre aux questions qu'il se pose : d'où vient l'argent ? Par où est-il passé ? Sous quelle forme ? Et comment remettre la main dessus ?

En fait l'aspect financier des affaires, avec sa dimension technique et ses protagonistes, avocats, banquiers, comptables, peut être intimidant et les criminels s'entourent de gens compétents. Ces derniers, à leur aise dans leur milieu, sont très souvent vulnérables aux méthodes d'enquête classique.

Le blanchiment s'effectue en trois phases : le placement, qui consiste à transformer le liquide en autre chose, l'empilage, ou dissimulation, pour effacer les traces et enfin l'intégration, c'est-à-dire, réemployer les fonds dont l'origine paraît donc légitime et le besoin de blanchir est crucial pour les activités criminelles qui génèrent un flux de revenus régulier sur une longue période.

Mais les policiers vont découvrir, au fil de l'enquête, que les sociétés financières qui blanchissent l'argent de la drogue sont les mêmes qui blanchissent l'argent des fraudeurs fiscaux et les collecteurs peuvent aussi être les mêmes.

La criminalité vise essentiellement l'acquisition de richesses et ne pas se soucier de la dimension financière du crime, c'est passer à côté de sa substance, mais c'est faire preuve de naïveté que de penser qu'on va résoudre le problème par de la simple analyse et du traçage de flux financiers. Pour Quentin Mugg, suivre les voyous est bien plus efficace.

Cybercriminalité

Parution de L'Essentiel de la sécurité numérique pour les dirigeants et les dirigeantes par le Ceidig, Conseil de l'économie et de l'information du digital. Ce guide, gratuit, parrainé notamment par l'Anssi, a déjà été distribué à 500 000 exemplaires. Il est impératif que les entreprises se défendent mieux contre la cybercriminalité, d'autant que celle-ci s'industrialise et gagne en puissance dans cette évolution. Les PME et TPE sont loin du compte en matière de politique de sécurité. Le principe essentiel de sauvegarde des données n'est souvent pas acquis. Il peut conduire à la faillite d'une entreprise si toute sa « matière vitale », y compris la facturation, était sur un seul poste sans sauvegarde. Elle ne sait même plus, après une attaque, qui sont ses clients. Rares sont ceux qui anticipent véritablement une attaque et surtout ses conséquences. Car si le but du jeu est d'éviter d'être attaqué, il faut surtout œuvrer en amont pour qu'en cas de défaillance les dégâts ne soient pas trop lourds. Avoir des sauvegardes, un process de gestion de crise, avoir prévu une façon de reconstruire rapidement le serveur.

En 2020, le nombre d'entreprises visées par une cyberattaque à l'échelle mondiale est passé de 38 % à 43 %. En France, cette augmentation de la menace a été encore plus nette, passant d'à peine plus d'un tiers des entreprises en 2019 (34 %), à près d'une sur deux l'année dernière (49 %). Plus d'un quart d'entre elles (27 %), ont subi au moins dix cyber-incidents selon la cinquième édition du rapport sur la gestion des cyber risques mené par l'assureur Hiscox.

La pandémie et le télétravail ont encore accru les opportunités de malveillance. La cybercriminalité est devenue en France le risque le plus grave et le plus coûteux que doivent affronter les entreprises, (mais pas que les entreprises), bien plus grave que les incendies criminels, les actes terroristes, les cambriolages, les vols de données, ou même les catastrophes naturelles ou les accidents industriels liés à un acte de sabotage. La France est aussi devenue le troisième pays du monde, après l'Inde et l'Australie, à être sabordée par les mafias digitales selon Crowdstrike, première plateforme mondiale de protection des entreprises du cloud.

La série se poursuit sur les collectivités, mairies et services hospitaliers en tête, avec des répercussions souvent à long terme. Le 9 avril, la mairie de Douai (Nord) a été victime d'un rançongiciel, de même que l'hôpital de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) entraînant la fermeture des services informatiques.

Le 16 avril, la Fondation Hopale, qui gère une quinzaine d'établissements privés à but non-lucratif, a été victime d'une cyberattaque. La direction a communiqué

sur l'absence de perte de données, tant pour les patients que pour les salariés, rappelant avoir des systèmes très sécurisés, compte tenu de la sensibilité des données de santé.

Le 17 avril, la Fondation santé des étudiants de France (FESF), située à Vence (Alpes-Maritimes), qui gère 13 cliniques de soins non-urgents, a subi une cyberattaque, contraignant ses équipes à retourner au papier-crayon. Ces cliniques réalisent des soins de psychiatrie ou de réadaptation pour des jeunes de 12 à 25 ans, mais pas d'urgences.

Les données concernant 533 millions d'utilisateurs Facebook et issues d'une fuite survenue en 2019, ont été mises en ligne sur un forum de hackers, a rapporté samedi 3 avril, Alon Gal, directeur technique de l'agence anti-cybercriminalité Hudson Rock, qui a fustigé dans un tweet l'« absolue négligence » de Facebook. Près de 20 millions de comptes français et 32 millions de comptes américains, entre autres, pourraient être affectés, indiquait-il dès janvier lorsqu'un utilisateur cherchait déjà à vendre ces données sur le même forum de hackers. Ces données comprennent notamment : numéros de téléphone, noms complets, dates de naissance et, pour certains comptes, adresses e-mail. Des personnes mal intentionnées « vont certainement utiliser ces informations pour des arnaques, du piratage et du marketing », a relevé l'expert en cybercriminalité. En trois clics, le site HaveIBeenPwned renseigne les utilisateurs dont les données ont été révélées. Il suffit d'entrer, dans la barre de recherche du site, son numéro de téléphone au format international avec l'indicatif "+33" à la place du zéro initial. L'opération est également possible en saisissant son adresse mail.

Le groupe pharmaceutique et cosmétique Pierre Fabre, troisième laboratoire français, a porté plainte après avoir été victime d'une cyberattaque le 31 mars, ayant entraîné l'arrêt d'une grande partie de sa production à l'exception du site de Gaillac (Tarn). Le groupe, basé à Castres (Tarn), compte près de 10 000 salariés dans le monde, répartis sur une cinquantaine de sites, dont quinze principaux en France.

Le groupe national d'expertise comptable In Extenso, présent à Niort (Deux-Sèvres), a essuyé une cyberattaque avec demande de rançon le 11 avril, qui a paralysé une grande partie de son activité. Aucune fuite de données n'aurait été constatée.

Le groupe Bourbon qui exploite une flotte de plus de 350 navires de services à l'industrie pétrolière et gazière à travers le monde, a été visé par une cyberattaque dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 avril.

La première chaîne d'Australie, Channel 9, a été dans l'incapacité de diffuser ses programmes durant une bonne partie de la journée du 28 mars en raison d'une cyberattaque.

Dans un communiqué du 12 avril, Capcom, victime d'une cyberattaque en novembre 2020, a annoncé que ses systèmes sont presque entièrement rétablis, ce qui en dit long sur les conséquences à long terme d'une attaque. Une situation identique pour l'hôpital de Dax, où les services fonctionnent encore au ralenti plus de deux mois après l'attaque du 9 février. Capcom n'est pas la seule entreprise de jeux vidéo à subir une cyberattaque en échange d'une rançon. CD Projekt Red, à l'origine des jeux Cyberpunk 2077 et The Witcher 3 notamment, qui en a subi une également au mois de janvier dernier, les codes sources de ces jeux ayant été mis aux enchères sur le web.

Les cyberattaques menées par les acteurs étatiques explosent, rapporte le criminologue Mike McGuire dans une étude réalisée pour le compte de HP. Ainsi, en seulement trois ans, elles ont été multipliées par deux. Le professeur explique que les Etats-nations investissent de plus en plus « de temps et de ressources à l'obtention d'avantages stratégiques cyber pour promouvoir leurs intérêts nationaux, leurs capacités de collecte de renseignements, et leur puissance militaire par l'espionnage et le vol ». Les entreprises à forte valeur ajoutée, telles que les laboratoires pharmaceutiques et les sociétés technologiques, sont les premières victimes de ces attaques d'ampleur (35 %), suivies par l'industrie de la cyberdéfense (25 %), les médias (14 %), les institutions gouvernementales et organismes de régulation (12 %) et les infrastructures critiques (10 %).

En 2020, les hackers ont particulièrement ciblé les organismes publics comme privés qui travaillaient à lutter contre le Covid-19 à travers la recherche de traitements et/ou de vaccins, note l'étude. En France, plusieurs organismes de recherche qui travaillaient avec l'Institut Pasteur ont été pris pour cible. Le laboratoire AstraZeneca et la biotech Moderna, tous deux à l'origine d'un vaccin, ont également été attaqués et tout récemment, le laboratoire Pierre Fabre.

L'administration Biden a désigné le SVR, Sluzhba Vneshney Razvedki, les services de renseignements extérieurs de la Fédération de Russie comme

l'acteur malveillant qui avait exploité une faille de sécurité de l'entreprise américaine SolarWinds pour se livrer à du cyberespionnage et a annoncé le 15 avril des sanctions financières contre la Russie, mais aussi contre six sociétés technologiques russes accusées de soutenir les activités de piratage informatique du renseignement de Moscou. Le piratage SolarWinds a ciblé le gouvernement américain, ses agences fédérales et plusieurs autres entreprises privées. Plus de 16 000 postes ont été infectés dans des entreprises et organisations stratégiques. L'administration Trump avait déjà accusé la Russie dans cette attaque.

Régulièrement visée par des actions de sabotage, la centrale d'enrichissement nucléaire de Natanz (Iran) a été visée par une cyberattaque le 12 avril. Le site de Natanz est le premier site d'enrichissement primaire en uranium d'Iran. Cette intrusion intervient moins d'un an après la provocation d'un incident ayant débouché sur l'incendie d'une partie du site en juillet 2020. Cette présente attaque survient quelques heures après l'inauguration, d'après The Guardian, de 164 nouvelles centrifugeuses IR-6 permettant d'accroître les capacités de l'Iran en matière d'enrichissement d'uranium à des fins militaires.

Microsoft a publié sur Github un simulateur de cyberattaque dans lequel des attaquants virtuels pilotés par une IA tentent de prendre le contrôle d'un réseau. Distribué en open source, le logiciel CyberBattleSim est conçu pour l'étude des stratégies de cyberdéfense et d'attaques automatisées en contexte d'apprentissage par renforcement et vise à aider les chercheurs en sécurité à comprendre comment un attaquant se déplace latéralement au sein d'un réseau compromis. Ambitieux, mais de l'avis même du fournisseur : « Avec CyberBattleSim, nous ne faisons que gratter la surface du potentiel que l'application de l'apprentissage par renforcement pourrait apporter à la sécurité informatique, nous sommes impatients de voir ce travail évoluer et inspirer de nouvelles approches innovantes aux problèmes de cybersécurité ».

Mafia

La pandémie et la situation de crise que traversent les entreprises ne sont pas perdues pour tout le monde. En Italie où, comme partout, de nombreuses entreprises se débattent pour ne pas couler, la mafia en profite pour leur proposer des prêts importants et rapides, qui leur permettent, si le remboursement tarde à venir, d'en prendre le contrôle. « L'objectif, c'est de faire continuer l'entreprise. La mafia devient alors une espèce de banque parallèle », explique Fabrice Rizzoli, spécialiste de la criminalité organisée. En

cas de non-remboursement, menaces et intimidations sont au rendez-vous, obligation de vendre certains produits pour un commerçant ou d'employer un proche du clan. Dans le pire des cas, le patron ne devient parfois plus qu'un prête-nom. La seule solution, recommande le spécialiste, consiste à accélérer le versement des aides promises par le gouvernement et de faciliter les prêts bancaires. Ce problème ne concerne pas que l'Italie, mais l'ensemble de l'Europe. Cela fait des années que les organisations criminelles sont bien insérées dans tout le tissu économique européen et se tiennent prêtes à exploiter la crise de la pandémie.

En France, la 'Ndrangheta, mafia calabraise, est largement implantée dans le sud pour le trafic de cocaïne, notamment, où les frères Magnoli ont déjà été jugés aux assises pour leur implication dans ce trafic en 2015 à la suite de l'interception d'un voilier en juin, avec 79 pains de cocaïne à son bord. Présentés par la justice française comme « une équipe de malfaiteurs chevronnés et aguerris », ils sont réputés très implantés sur la Côte d'Azur, du côté de Vallauris. La 'Ndrangheta, est aujourd'hui considérée comme l'organisation mafieuse, la plus puissante, la plus riche et la plus ramifiée du monde. Le 2 mars, un homme a été interpellé à Avignon (Vaucluse), dans le cadre d'une affaire d'extorsion et soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia de Naples, la Camorra.

Les mafias des pays de l'est sont bien présentes aussi. Le 14 janvier dernier, un membre de la mafia géorgienne, (les Vory v Zakone, voleurs dans la loi), âgé de 59 ans, a été condamné à six ans de réclusion par le tribunal de Rennes. L'enquête a démontré que de nombreuses petites mains, travaillant sous ses ordres, ont écumé la région en cambriolages, une quinzaine d'individus ont été interpellés. Quatre individus ont été interpellés en Tarn-et-Garonne dans le cadre d'un vaste trafic international de cigarettes et d'alcool le 6 avril. Le 9 février, 27 membres présumés de la mafia géorgienne ont été interpellés en Ile-et-Vilaine, Morbihan, Vendée, Deux-Sèvres et Gironde. A Auch (Gers), c'est un gros calibre de la mafia albanaise qui a été interpellé le 27 février dernier à la suite d'un mandat d'arrêt international.

Conflits sociaux

Entre la contestation des gilets jaunes, gelée par la pandémie, mais sous-jacente, contre la loi de sécurité globale, celle du mouvement Black Lives Matter et maintenant les thèses complotistes qui se sont répandues pendant la pandémie,

le terrain social semble plus que glissant en France et ailleurs. Le 15 mars, à Liège, c'est une manifestation Black lives matter qui a dégénéré, policiers pris à partie et commerces vandalisés. A Bristol, le 22 mars, une manifestation contre la loi sécurité globale a elle aussi fortement dégénéré, des camions de police ont été incendiés et surtout des centaines de personnes ont convergé vers le commissariat de Bridewell, pour exiger la libération de certains participants qui avaient été interpellés.

L'internationalisation de ces mouvements est à souligner, dopée par les réseaux sociaux et les sites d'information alternatifs. Les gens ont l'impression de vivre partout la même chose, que l'ensemble des gouvernements est contre eux, qu'ils sont une masse à conditionner et à exploiter. Le même phénomène a pu s'observer pour le mouvement libertaire, où le blog Attaque recense les « chroniques de la guerre sociale » et les actions des anarchistes, partout dans le monde. L'abolition des frontières du monde virtuel dope le basculement vers des idées extrêmes et la détermination d'agir en conséquence.

Facteur de risque supplémentaire à l'embrasement de la colère sociale, la lassitude face aux restrictions en amène certains à franchir de plus en plus le pas de la désobéissance civile, voire de la rébellion. En janvier, le hashtag #JeNeMeConfineraiPas est rapidement devenu viral sur Twitter. Les messages sont particulièrement critiques à l'égard du gouvernement, et certains responsables politiques l'ont également repris. Un peu partout en Europe des manifestations appelant au rejet du port du masque, des confinements, du couvre-feu et de la vaccination se multiplient. Des scènes d'émeutes sans précédent aux Pays-Bas, le 20 mars, des heurts entre police et opposants à Cassel (Allemagne), où près de 20 000 personnes s'étaient rassemblées, un des plus grands rassemblements de ce type depuis le début de l'année.

Il en va de même avec les thèses complotistes, soutenues plus ou moins directement par des personnalités politiques. Entre sa présence dans le film Hold-Up et ses prises de position très controversées sur le Covid-19, la députée ex-LREM Martine Wonner suscite une gêne grandissante à l'Assemblée. Mais gagne en popularité sur les réseaux sociaux et dans la galaxie des « covidosceptiques ». Et parmi ces derniers, qui alimentent le déni et la colère, la parole de certaines personnalités scientifiques, a également pesé.

Tous ces mouvements ne sont pas sans lien, ni sans porosité. Il s'agit plus d'une nébuleuse de mécontents, d'ultras mécontents même, ayant pour point commun d'être contre le système, que de mouvements parfaitement délimités chacun

dans leur zone. Un anti 5G, peut être anarchiste, comme il peut être persuadé que la pandémie est un leurre, comme il peut être vegan. Ce qui lie ces différents mouvements d'opinion, c'est la conviction que le gouvernement agit contre leurs intérêts pour les conduire à leur perte.

Auparavant, il était plus ou moins admis que les nantis de ce monde agissaient pour leurs propres intérêts, que les autres soient spoliés ou exploités relevait davantage du dommage collatéral à tirer la couverture à soi. Dorénavant, les gens, le tout à chacun, sont de plus en plus convaincus que les gouvernants agissent pour leur nuire directement. Le déplacement de leurs convictions vers les thèses radicales est lié au fait qu'ils ne croient plus à une conséquence indirecte, mais bien à des décisions délibérées. Un vegan par exemple se détourne de l'alimentation traditionnelle, persuadé que l'industrie agro-alimentaire a partie liée avec les laboratoires et qu'un empoisonnement à petit feu est délibérément organisé, finissant par créer de graves troubles de santé à grande échelle dans la population, comme le diabète, et fournir ensuite toute une patientèle qui sera dépendante à l'insuline.

Dans le contexte de la pandémie, les graves incohérences de discours, de gestion, de manquements, ont fini par créer une confusion telle dans les esprits que la population se dit qu'il est tout simplement impossible d'avoir affaire à un tel désordre, et que forcément la vérité est ailleurs. Là où commence le doute, les gens ne vont plus se contenter de suivre les médias traditionnels. Internet leur offre la possibilité de chercher et c'est là qu'ils tombent sur ce foisonnement de sites alternatifs, qui, du véganisme, de l'anarchisme, du complotisme, du survivalisme, proposent tous des idées extrêmes et préconisent tous, sinon la révolte, en tous cas une forme de reprise en main, de contrôle sur leur vie. Le mouvement survivaliste, par exemple, qui s'est extrêmement développé ces dernières années, est directement lié aux prévisions les plus sombres des écologistes et d'une vision collapsologique du monde. Dans cette projection d'un futur où il faudra peut-être survivre, ils veulent se tenir prêt.

Les thèses complotistes foisonnent sur Internet et depuis de nombreuses années et les idées les plus folles circulent. Celle qui se développe en France est portée par le mouvement QAnon. Des liens entre ce mouvement se tissent par ailleurs avec les anti-masques et les anti-confinements.

Le mouvement QAnon est extrêmement répandu aux Etats-Unis. En 2017, un mystérieux internaute, répondant au nom de Q, inonde la Toile de messages complotistes sur le forum 4chan. Selon lui, le monde serait aux mains d'une élite

prête à tout pour garder le pouvoir et que seul Donald Trump serait capable de combattre. Derrière ce blogueur, des centaines de milliers de fidèles anonymes, les Anon, suivent le mouvement et partagent des théories, comme celle de la Terre plate ou encore celle des hommes lézards.

Les QAnon dénoncent un monde dirigé par une organisation secrète satanique et pédophile, composée d'hommes d'affaires et de dirigeants politiques. Cette cabale aurait, entre autres, pour projet l'organisation d'une réduction massive de la population de 80 %. Cette théorie s'est massivement développée à l'arrivée de la pandémie et a gagné le grand public, car elle passe pour le début du projet. Pour ceux qui y adhèrent, les restrictions n'ont pour unique but que de conditionner la population à recevoir un vaccin. Vaccin qui, pour eux, n'en est pas un, mais contiendrait en fait de quoi modifier les gènes et causer des cancers à une échelle massive. Les anti 5G rejoignent cette théorie, persuadés que cette fréquence sera également déclencheur de problèmes de santé. La pandémie a eu pour conséquence de relier en fait les antisystèmes de tout bord et d'accréditer leur croyance.

Le poids de l'avis de scientifiques a joué un rôle de caution dans l'idée que la pandémie n'est pas accidentelle, notamment celui du professeur Jean-Bernard Fourtillan. Farouchement anti-vaccin, ce pharmacologue controversé avait subi les foudres de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

51 % des Français pensent que « certains adjuvants contenus dans les vaccins, comme l'aluminium, peuvent être très dangereux », alors que cette affirmation ne repose sur aucune preuve concrète. Autre tendance inquiétante mise en lumière par cette étude : un tiers des sondés (33 %) souscrit à la théorie selon laquelle le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins. Le problème qui pourrait se poser dans la campagne de vaccination ne serait pas d'avoir les doses suffisantes, mais de trouver à qui on pourra les administrer et cela se fait déjà sentir.

L'enlèvement de la petite Mia illustre bien cette volonté de reprise en main, de contrôle sur sa vie, comme elle illustre également la porosité de ces différents mouvements que la pandémie a fini par lier. Enlevés le 13 avril par trois survivalistes, c'est pourtant dans un squat anarchiste que la petite Mia et sa mère Lola Montemaggi ont été retrouvées. Le squat de la commune de Sainte-Croix dans le canton de Vaud en Suisse est un lieu alternatif, lié à la mouvance libertaire. L'un des ravisseurs, un ancien militaire, dispose de sa chaîne Youtube

aux 271 000 abonnés et près de 30 millions de vues cumulées. Prodige en vidéos, il se prépare de manière offensive dans l'optique d'un effondrement. Ce type d'individus, à l'instar des anarchistes et de leur Zad, ne se contente pas d'avoir une opinion, mais ces gens sont déterminés, surtout, à agir en conséquence. De même que les anarchistes ouvrent des squats et des Zad pour y créer des lieux de lutte et au sein desquels ils vont pouvoir vivre en accord avec leurs idées et « en dessous des radars de la société », les survivalistes, parfois partisans d'une droite extrême, vont faire de même, s'entraîner, se préparer.

Le parcours de Lola Montemaggi montre une réaction à ce qu'elle considère comme une injustice. Professionnelle et sociale, pour cette jeune mère célibataire qui rejoint le mouvement « Gilet jaune » dès ses débuts. Sa meilleure amie ne décrit pas une asociale marginale, mais bien au contraire, une jeune femme énergique, gentille et souriante, en bon terme avec sa famille, ses parents et sa sœur, auprès de qui elle était retournée vivre après sa séparation. Cette jeune femme le dit elle-même : « Je n'ai aucun problème, C'est bien la société et ce système qui tourne à l'envers », révoltée de vivre comme elle précise « avec 1000 euros par mois », dans un monde qu'elle qualifie de « dictature ».

La presse est restée vague sur les conditions de placement de sa petite-fille le 20 décembre dernier. Une décision grave, qui en général ne survient pas sans fond de maltraitance ou de mise en danger de la vie de l'enfant. Est-ce réellement le cas ? Il n'est pas impossible qu'il y ait eu un placement quelque peu abusif et c'est cette décision qui aurait poussé Lola Montemaggi à récupérer coûte que coûte la garde de son enfant. Il a été évoqué des problèmes d'alimentation, un refus de scolarisation à l'école publique pour privilégier une instruction à domicile, et une marginalisation progressive par une adhésion aux thèses complotistes. Lola Montemaggi est décrite comme anti 5G et anti vaccin. Gilet jaune, se défiant de l'alimentation actuelle, de l'école publique. Elle présente un parcours que bon nombre peuvent connaître. La petite Mia a été retrouvée en excellente santé. Reste à faire la preuve qu'en dépit de ses choix alimentaires, sa mère constitue un danger pour sa fille. Il est tout de même curieux de voir, dans certains quartiers, des hordes de mineurs, parfois extrêmement jeunes, vendre de la drogue et guetter la police, sans que les services sociaux se mêlent de quoi que ce soit, alors que rien n'a été évoqué en termes de maltraitance ou de défaut de soin, quant à la décision de placement de cette petite fille.

Il n'aura pas fallu longtemps, en revanche, pour que cette jeune femme énergique trouve les contacts nécessaires à renverser la situation. Placée le 20 décembre, la petite est enlevée le 13 avril. Lola Montemaggi n'est pas

survivaliste, elle n'est pas non plus d'extrême droite. Ce qui a lié ces personnes et les conduit à s'entraider est d'être contre le système. C'est exactement ce que décrit l'un des ravisseurs : « Dissidents de ce système, nous nous considérons comme des résistants à la barbarie qui est en train de se mettre en place sous prétexte sanitaire depuis plus d'un an » (Midi Libre-16/04/21). C'est le sentiment d'injustice, d'abus de pouvoir qui a déterminé le passage à l'acte des uns et des autres. Lola Montemaggi est en contact avec le réseau One Nation.

Alice, est celle autour de laquelle gravite One Nation. En 2019, elle a cofondé ce mouvement qui se veut « profondément non-violent » et qui prône l'émancipation des êtres « de toute forme d'autorité illégitime ». Une pensée qu'elle transforme en mode de vie. Sur sa page Facebook, suivie par près de 30 000 personnes, l'animatrice du groupuscule explique élever ses deux enfants dans un van sans plaque d'immatriculation, et refuser de les scolariser. Les idées de One Nation sont extrêmement proches de celles du mouvement des « êtres souverains ». Cette mouvance est apparue aux Etats-Unis dans les années 1970. Les « êtres souverains » tendent à remettre en cause la réalité de l'Etat dans lequel ils vivent. Ils se considèrent comme des individus détachés de toute organisation sociétale et ils remettent en cause les institutions, la justice, la police, tout type d'administration. Les « êtres souverains » font un vrai distinguo entre leur « être vécu », sur lequel ils ont une souveraineté absolue, et cette fiction juridique, cette identité publique, qui leur est imposée par l'Etat, qu'ils ne reconnaissent absolument pas.

Au 8 décembre, Lola Montemaggi dit avoir fermé ses comptes bancaires et cesser de payer ses assurances « inutiles », un mois après avoir rejoint One Nation, soit une quinzaine de jours avant le placement de sa fille. Dénoncée par sa mère, à qui ces idées font peur, et qui craignait sans doute de voir sa petite-fille emmenée au loin, elle est convoquée devant un juge pour enfant qui place la petite chez les grands-parents et impose un droit de visite extrêmement restreint, deux fois par mois, en présence d'un tiers. C'est un sentiment d'injustice profond, de ne pas avoir été écouté, d'avoir eu le sentiment que la décision était faite avant tout débat, qui a convaincu Lola Montemaggi à se soustraire à une autorité qu'elle considère comme illégitime.

Elle n'a eu surtout aucun mal pour trouver de l'aide dans sa démarche et être confortée dans l'idée qu'elle faisait bien. Dénoncée par sa mère, elle est pour autant soutenue par son propre père dans ce rapt. Celui-ci ayant estimé que « la justice ferait mieux d'aller balayer devant sa porte avant de traiter les autres de raptés d'enfants ».

Le lien avec les QAnon est également au cœur de cette solidarité. Les ravisseurs expliquant qu'ils envisageaient d'autres enlèvements d'enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Pour eux, ces institutions sont dangereuses et nourrissent un réseau pédophile pour des élites prétendument pédosatanistes. Des projets d'action violente contre des centres de vaccination sont à craindre également. Convaincus qu'à terme, le vaccin sera obligatoire, les conspirationnistes vont lutter contre ce qu'ils considèrent comme une forme d'emprise et de contrôle.

Survivalistes, ultra droite, anarchistes, théories de QAnon, êtres souverains, anti vaccin, anti 5G, tous ces groupes et mouvements peuvent s'entremêler et forment désormais et surtout, un terreau commun d'idées dures et anti-étatiques dans lequel de plus en plus de personnes se reconnaissent. Le poids de l'extrême droite est important. Les théories QAnon sont, avant tout, véhiculées par les mouvements suprémacistes blancs aux Etats-Unis. Ces mouvements, militarisés, ont une capacité certaine d'action violente. L'attaque du capitole en est une illustration.

Détournements

Patrick Ollier, président LR de la métropole du Grand Paris et maire de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), est visé par une plainte de l'association Anticor pour prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics, déposée le 23 mars devant le parquet de Nanterre à la suite de plusieurs opérations immobilières de proches de l'ancien ministre du gouvernement Fillon. L'association anticorruption soupçonne notamment Patrick Ollier d'avoir cédé en février 2017 un bâtiment de la ville à un promoteur immobilier « proche », Patrick Quinteiro, par le biais d'une cession dont les conditions « interrogent ». Des perquisitions ont été menées jeudi 29 avril 2021 à la mairie de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), ainsi qu'au domicile de Patrick Ollier et de son fils. Anticor vient par ailleurs d'obtenir le renouvellement de son agrément dont le dossier est resté en suspens pendant quelques mois.

L'ancien maire de Ceyrat, Alain Brochet, a de nouveau été déclaré coupable de détournement de fonds publics, ce jeudi 29 avril, par la cour d'appel de Riom. Poursuivi pour avoir détourné 30.000 euros d'argent public, entre 2007 et 2014, à des fins personnelles, il avait été condamné un mois plus tard à payer une amende de 15.000 €. Le tribunal l'avait déclaré coupable d'une partie des dépenses - d'un montant de 19.240 euros entre 2009 et 2013 - qui lui étaient reprochées : frais de restauration, d'hôtellerie et achat de matériel sono.

Dans son rapport couvrant trois mandatures entre 2010 et 2020 rendu public fin février, la chambre régionale des comptes épingle la gestion du réseau ferroviaire de l'île par la collectivité de Corse, dénonçant notamment un coût du train corse « six fois supérieur » à la voiture, une productivité insuffisante et des charges excessives. L'exploitation des chemins de fer de Corse (CFC) a été confiée en 2011 à une société d'économie mixte locale (Seml), via une délégation de service public (DSP) « à la durée injustifiée » avec "une omniprésence de la collectivité", actionnaire majoritaire à 65 %, dont le pilotage « ressort insuffisant et coûteux », souligne la chambre.

Yves Robert, major de police, est « la taupe » présumée de la bande du « Petit Bar ». L'officier de police a été mis en examen, lundi 12 avril, pour corruption passive, violation du secret professionnel et détournement de donnée, par un juge d'instruction de Marseille. L'homme se trouve actuellement sous contrôle judiciaire. L'ancien policier aurait effectué divers échanges, en septembre 2020, avec Laurent Susini, membre de la famille de Jacques Santoni, soupçonné d'être le chef de la bande criminelle. En septembre 2020, Mickaël Etori, Pascal Porri et André Bacchiolelli, trois membres supposés du « Petit Bar » sont arrêtés, dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'assassinat de Guy Orsoni en 2018. Mais les individus parviennent à prendre la fuite. Cet échec patent avait entraîné le désengagement de la police judiciaire au sein des enquêtes menées au sujet du « Petit Bar ». La section de recherches de la gendarmerie s'était alors saisie du dossier. En février 2020, le major de police avait été placé en garde à vue sur le même sujet, mais il avait été relâché à l'issue de 23 heures d'audition.

Déjà remercié par ses deux précédents employeurs pour des détournements, un comptable a récidivé au préjudice d'une société travaillant pour le champagne, dont il a détourné 139 000 euros. Début avril, le tribunal de Reims l'a condamné à deux ans de prison, dont un an ferme.